



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Citoyenneté
de la Légalité et de l'Environnement

Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la
Protection des Milieux
Affaire suivie par : C.M.
n° 2025-102-MED

Marseille, le

19 JUIN 2025

Arrêté préfectoral n°2025-102-MED de mise en demeure de la société PANZANI de respecter les prescriptions réglementaires applicables à son établissement implanté sur la commune de Marseille, site de la Montre (13011)

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R.515-58 à 84 ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaire et laitière (BREF FDM), parue au journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret pris en conseil des ministres du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret pris en conseil des ministres du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 169-2007-A du 14 octobre 2010 autorisant la société PANZANI Usine de La Montre à exploiter un entrepôt couvert et des installations de réfrigération dans le cadre d'une régularisation administrative, et une mise à jour des prescriptions du site de Marseille (13011) ;

Vu le courrier de la société PANZANI du 21 décembre 2023 transmettant son dossier de réexamen IED « au regard de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaire et laitière (BREF FDM) » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 16 décembre 2024 ;

Vu la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

Considérant que l'exploitant précise dans son dossier de réexamen que « le site soumis à la rubrique 3642 au titre de l'autorisation, il est donc concerné par la réglementation IED et par le BREF FDM » ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé est applicable aux installations exploitées par la société PANZANI Usine de La Montre depuis son entrée en vigueur, soit le 04 décembre 2023 ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 11 décembre 2024, il a été constaté que les effluents industriels aqueux du site ne sont pas conformes aux NEA-MTD pour les émissions directes dans une masse d'eau réceptrice du BREF FDM, et aux dispositions relatives aux valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau prescrites par l'arrêté ministériel du 27 février 2020 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de la MTD 12 du BREF FDM et du point 7.2 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisés ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PANZANI de respecter les prescriptions du BREF FDM et de l'arrêté ministériel susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône

ARRÊTE

Article 1

La société PANZANI Usine de La Montre exploitant une usine de fabrication de pâtes sèches sise 136 route de la Valentine – 13011 Marseille est mise en demeure de respecter les dispositions de la MTD 12 du document BREF FDM et du point 7.2 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020.

Pour ce faire, elle transmet à l'inspection des installations classées, sous 12 mois après notification du présent arrêté, les éléments justifiant que les NEA-MTD du document BREF FDM et les prescriptions du point 7.2 de l'annexe de l'arrêté ministériel sont respectées.

Article 2 - Non respect des obligations

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 5 - Exécution

➤ le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
➤ le maire de la commune de Marseille,
➤ le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ,
➤ le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
➤ le directeur de la direction départementale des territoires et de la mer,
et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet, et par délégation
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la
Protection des Milieux**

Affaire suivie par : Mme MORTIER

n° 2025-103-PC

04.84.35.42.74

charlotte.mortier@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le **20 JUIN 2025**

**Arrêté préfectoral n° 2025-103-PC portant prescriptions complémentaires à la société
PANZANI située à Marseille 13011**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

Vu le code de l'environnement, en particulier son titre Ier du livre V ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaire et laitière (BREF FDM), parue au journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret pris en conseil des ministres du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret pris en conseil des ministres du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-

Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 169-2007-A du 14 octobre 2010 autorisant la société PANZANI Usine de La Montre à exploiter un entrepôt couvert et des installations de réfrigération dans le cadre d'une régularisation administrative, et une mise à jour des prescriptions du site de Marseille (13011) ;

Vu le courrier de la société PANZANI du 21 décembre 2023 transmettant son dossier de réexamen IED « au regard de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaire et laitière (BREF FDM) » ;

Vu le courrier de la société PANZANI - Usine de La Montre du 02 octobre 2024 portant sur la « Demande de complément sur le dossier de réexamen IED – PANZANI -Usine de La Montre – Marseille » ;

Vu le rapport du 16 décembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

Considérant que la société PANZANI indique dans son courrier du 02 octobre 2024 que « La surverse du bac de décantation est à l'origine de rejets aqueux dirigés vers le réseau d'eaux usées puis la STEP de la ville de Marseille [...]. La surveillance est effectuée en sortie du bac de décantation qui retient les effluents de la zone lavage et les traitent avant de les rejeter vers le réseau communal. » ;

Considérant que les derniers résultats de mesures d'autosurveillance transmis par l'exploitant sur la plateforme GIDAF ne lui permettent pas de justifier que les prescriptions contrôlées sont satisfaites ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires pour encadrer une étude visant à mettre en place un dispositif permettant de réduire la concentration et le flux de polluants rejetés afin de respecter les NEA-MTD du BREF FDM et les prescriptions du point 7.2 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

Article 1

La société PANZANI - Usine de La Montre située 136 route de la Valentine – Marseille 11e doit procéder à une étude de ses dispositifs de traitement des eaux résiduelles, situés en son usine de La Montre, par un bureau d'étude expert dans le domaine du traitement de l'eau.

Cette étude porte sur la détermination des meilleures techniques disponibles à appliquer au site pour réduire la concentration et le flux des polluants en sortie d'usine afin d'atteindre les NEA-MTD du BREF FDM et les VLE prescrites par l'arrêté ministériel du 27 février 2020.

Le rapport d'étude est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard 6 mois après notification du présent arrêté préfectoral.

Article 2 – Publicité

Conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille (31 rue Jean François Leca, 13002 Marseille), qui peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1. par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prolongation du délai de recours de contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. A ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 4 – Exécution

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- le maire de la commune de Marseille,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ,
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- le directeur de la direction départementale des territoires et de la mer,

et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet, et par délégation
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA